

Appel à Communications

PRATIQUES DE RESISTANCES URBAINES AUX MARGES PRACTICES OF URBAN RESISTANCES IN THE MARGINS SEHIR CEPERLERINDE KENTSEL DIRENIS PRATIKLERI

Responsables :

Gülçin Erdi Lelandais (CITERES-EMAM), Bénédicte Florin (CITERES-EMAM), Jean-François Pérouse (IFEA), Yoann Morvan (IFEA).

Dans le cadre du projet ANR Marges, piloté par Nora Semmoud (UMR Citeres-Emam, CNRS/ Université de Tours), l'Équipe Monde arabe et Méditerranée et l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes organisent un workshop sur le thème « Pratiques de résistances aux marges », qui se déroulera à Istanbul du 30 juin au 2 juillet 2014. Ce troisième workshop suit celui de Tours (9-10 janvier 2014) sur « Les marges en question. Catégorisations, qualifications » et celui de Tunis (28-29 mars 2014, Emam/IRMC) sur « Politiques urbaines et production des inégalités socio-spatiales en Méditerranée, à l'heure néolibérale : tendances de fond et évolutions en cours ».

La mondialisation actuelle, en plaçant les villes et leurs territoires au cœur des compétitions économiques internationales et de la division internationale du travail, en a fait les lieux par excellence des nouvelles formes d'échange et d'accumulation du capital (grands projets, tourisme, patrimoine, éco-urbanisme, etc.). L'adaptation des territoires urbains aux besoins actuels de l'économie néolibérale implique des reconfigurations territoriales qui participent à une aggravation des processus de marginalisation et qui redessinent les lignes de fracture socio-spatiale par la reconquête de territoires marginalisés et par la marginalisation de nouveaux. Dans ce cadre, les habitants ont souvent le sentiment d'avoir de moins en moins d'emprise sur les processus de décision qui les concernent et qui touchent à leur vie quotidienne. Cette mise en cause du « droit à la ville » ne se fait pas sans heurts et montre que, loin d'être politiquement neutre, l'espace urbain est plutôt un lieu en constantes construction et reconstruction, marquées par les stratégies d'appropriation d'acteurs divers : ces derniers en font un espace de conflictualité où les rapports de force et de domination se déploient. Ces processus conduisent aussi à l'émergence de nouvelles formes de résistance, d'opposition, d'adaptation et/ou de contournement mises en œuvre par les citoyens. De nombreuses recherches se sont intéressées aux aspects visibles et collectifs de la résistance — manifestations, révoltes, révolutions, etc. — et il est certain que, dans le contexte des mobilisations récentes au sud et au nord du bassin méditerranéen, l'on ne pourra faire, lors de ce workshop, l'économie de leur analyse, notamment pour comprendre leur dimension spécifiquement urbaine et leur rapport (ou non) aux marges. Par ailleurs, de manière moins visible, et parfois par souci de discrétion, les habitants des marges mettent en œuvre des stratégies d'intégration urbaine par le biais d'actes quotidiens et de leurs réseaux sociaux : mais, alors, en quoi ces stratégies citoyennes d'intégration peuvent être lues en termes de résistance ? Le sont-elles toutes ? Ne faut-il pas postuler que ces actes ordinaires peuvent être qualifiés de résistance dès qu'ils nient, négligent ou adaptent les règles du jeu introduites par les classes dominantes ? Dans quelle mesure ces micro-résistances, moins organisées, peu articulées, peu visibles, constituent une réponse alternative aux effets de la transformation accélérée des villes ? En quoi sont-elles subversives ? Enfin, et à une échelle plus large, si l'on s'accorde à dire que les citoyens sont aussi capables de franchir des marges et

que celles-ci ne sont pas étanches (Agier, 1999), dans quelle mesure ces franchissements relèvent-ils d'une revendication à un « droit à la ville » mais aussi à un droit « à vivre ensemble » qui résisterait aux politiques urbaines néolibérales de rentabilisation de l'espace ? Dans tous ces phénomènes, la notion de résistance est au cœur de l'action : ce sont les différentes formes de son expression, ses modes de circulation et ses effets dans l'espace urbain que veulent explorer ces journées d'étude. De ce fait, nous proposons de nous interroger à partir de trois axes ci-dessous.

1 - Formes « extra-ordinaires » et « ordinaires » de la résistance urbaine

Les premiers travaux sur la résistance se sont concentrés sur les mouvements de protestation de grande ampleur et les révolutions lors desquels les participants défient leurs cibles de manière directe et explicite. La résistance y est alors considérée comme un fait visible et facilement identifiable (Tilly, 1978). Pour cette raison, beaucoup d'activités traditionnellement liées à ces phénomènes, telles que les marches, les démonstrations de solidarité ou la formation d'organisations de contestation, sont classées dans cette catégorie (McAdam, 1982 ; Morris, 1984 ; Robinson, 1995 ; Dunaway, 1996). Plus récemment, la multiplication des mobilisations des « indignés », les manifestations pour des causes particulièrement urbaines telles que le droit au logement, le droit au travail (Deboulet, Florin, 2012) ou contre une expulsion ou un grand projet ou, plus largement, pour réclamer davantage de « justice sociale » sont la preuve que ces démonstrations publiques défient les autorités, mais aussi des modes de fonctionnement qui apparaissent de plus en plus injustes aux yeux des habitants. À ces « protestations sociales », que l'on observe dans de nombreux pays du Bassin méditerranéen, s'ajouteront les revendications politiques pour davantage de démocratie qui s'incarneront dans les révolutions civiles égyptienne et tunisienne de 2011 (Ben Nefissa, Destremeau, 2011). Comment relire, à l'aune de nos interrogations sur les marges, ces mouvements sociaux, parfois très localisés, parfois plus larges, qui se déclinent sur l'espace public ? Qui manifeste et se mobilise et pour quel type de motifs ? Quels sont les dimensions, discours ou rhétoriques spécifiquement urbaines de ces divers mouvements sociaux qui portent sur un ensemble de revendications précises quant à leurs droits (Castells, 1983) ? À ces mobilisations visibles et audibles, se juxtaposent des actes de résistance quotidiens qui se développent et s'organisent de façon plus subalterne et discrète. Il peut s'agir des stratégies et tactiques d'intégration urbaine faisant appel aux compétences et arts de faire^[1] mis en œuvre individuellement ou collectivement par des habitants afin de protéger leur mode de vie et spécificités sociales et culturelles au sein de leur espace de vie. On peut suivre ici M. de Certeau (1985) qui considère ces tactiques des « démunis » transgressant discrètement les hégémonies quotidiennes comme des formes de résistance. A. Bayat (2010) analyse ces différentes résistances en tant que « non-mouvements sociaux » qui consistent en l'action collective des « subalternes urbains » que sont les pauvres, dispersés et mal organisés. Pour autant, d'après A. Bayat, ces non-mouvements réclament le droit à l'espace urbain, sans stratégie articulée, dans l'objectif de réduire le coût de la mobilisation dans des contextes politiques répressifs. J. Scott (1985) ajoute, quant à lui, que les personnes démunies ont rarement les ressources ou l'occasion de résister ouvertement contre les dominants ; leurs mouvements de protestation massifs ne sont ainsi que des « feux de paille ». Enfin, d'autres actes de résistance peuvent inclure des comportements aussi dramatiques que la violence ou aussi subtiles comme travailler lentement, simuler une maladie, porter un type particulier de vêtement, ou même rester immobile (Prasad et Prasad, 1998 ; Scott, 1985). De ce fait, il est opportun de s'interroger sur toutes les formes d'expression de la résistance en milieu urbain que celle-ci soit visible, évidente ou beaucoup plus discrète. Le niveau et l'intensité de

la résistance est également variable et les actes de résistance peuvent être individuels ou collectifs, répandus ou localement confinés. Ce qui est lié à l'échelle est le niveau de coordination parmi les résistants, autrement dit, jusqu'à quel point ils agissent ensemble d'une manière cohérente.

2) Les dimensions spatiales des résistances : échelles, circulation et diffusion des pratiques de résistance

Les dimensions spatiales des résistances se déclinent à plusieurs échelles : elles peuvent se dérouler à l'échelle très locale par le biais d'associations de riverains ou de mobilisations plus spontanées en réaction à une décision ou une action émanant des politiques urbaines ou à un projet urbanistique, et renvoyer à une défense territoriale et/ou identitaire, à une « lutte des places » (Lussault, 2009). Ces mouvements peuvent, dans un franchissement des marges, se déployer à d'autres échelles et se « manifester » dans d'autres environnements matériels — par exemple, ceux de la centralité urbaine— ou plus virtuels *via* les réseaux sociaux. De quelles manières, alors, la rumeur, puis l'information sur l'engagement et la protestation circulent-elles aujourd'hui ? Par quels vecteurs, par quels leaders ? Comment, par le biais des canaux de diffusion ou par celui de la « connexion » (Mathieu, 2011), se transposent les protestations dans l'espace ? Quels sont également les modes d'occupation de ces espaces et les dispositifs déployés (banderoles, graffitis, barrages, etc.) au moment de la mobilisation ? Comment penser les ressources qu'offre l'espace — notamment l'espace public — à l'action (Ripoll, 2005) ? Ici, l'espace, qu'il s'agisse d'un terrain à occuper, d'obstacles à surmonter ou au contraire de potentiels à exploiter, doit être pris en compte, au point de pouvoir même être l'enjeu de la mobilisation. Comment les acteurs (manifestants ou ceux qui cherchent à les contrôler) modèlent-ils leur action aussi en fonction de la configuration spatiale (Auyero, 2005) ? D. Harvey utilise le concept de « *militant particularisms* » — particularismes militants — pour faire référence à des campagnes et luttes émanant d'un territoire urbain particulier, mais susceptibles de se diffuser dans d'autres localités, ce qui leur confère en définitive une portée beaucoup plus globale (Harvey, 2001). Ce fut, par exemple, le cas de la campagne pour un salaire décent – le *Living Wage* – née à Baltimore aux Etats-Unis qui a récemment inspirée la *London Living Wage campaign*, portée par l'association *London Citizens* dans l'est de Londres. En outre, le mouvement altermondialiste a mis en évidence la capacité des militants à échanger des informations ainsi qu'à diffuser et à reproduire leurs stratégies au sein de réseaux transnationaux (Routledge et al., 2007). Ces processus sont également à l'œuvre dans le mouvement *Occupy Gezi*, né en mai 2013 à Istanbul, contre un projet de transformation d'un espace public, qui s'est ensuite étendu à d'autres quartiers et à de nombreuses autres villes turques, puis qui a atteint une portée globale *via* les réclamations de justice spatiale et sociale et d'une citoyenneté urbaine dans d'autres pays comme le Brésil. De manière plus générale, comment s'effectue ce passage d'une mobilisation aux enjeux originellement restreints à des mouvements se référant à des enjeux plus globaux ? Ces questions posent aussi celle des conditions ou configurations de l'apprentissage de la résistance : comment émergent les leaders, comment se structure un collectif, comment se mettent en place d'éventuels réseaux de résistance ?

3) Les « non-résistances » et les mécanismes du consensus

Si cette journée d'étude se veut un lieu de débat sur les pratiques de résistance, nous voudrions cependant aussi souligner les phénomènes de non-résistance, de résilience et /ou d'indifférence

au sein de la ville. Alors que l'on observe l'émergence de diverses luttes urbaines un peu partout dans le monde, pourquoi la majorité des habitants, notamment dans les quartiers faisant l'objet de rénovations urbaines, d'exclusions, de taudification ou d'évictions ne se mobilisent pas ou demeurent silencieux ? Dans quelle mesure joue le sentiment de l'illégitimité à protester ? Peut-on déceler derrière ces immobilités une autre forme de résistance ? Par ailleurs, quel est le degré d'*empowerment* (appropriation du pouvoir) des habitants dans la mise en place des projets urbains ? Certes, l'*empowerment* se fonde sur le fait que les individus (notamment les plus démunis) seuls ou en groupes peuvent acquérir des capacités pour réaliser les transformations nécessaires concernant leur communauté et leur lieu de vie. M.-H. Bacqué le définit comme « le processus par lequel un individu ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action, de s'émanciper » (Bacqué, 2013). Mais, il est aussi instrumentalisé comme outil ou mis en avant par les acteurs publics en vue d'endiguer des résistances et des mobilisations potentielles ; parfois même, il devient paradoxalement un outil d'acceptation et de légitimation des politiques néolibérales. Dans le cadre de ce troisième axe, il conviendrait d'interroger les mécanismes de consensus et de négociations installés entre les habitants et les décideurs publics ainsi que les processus d'inertie et de résilience qui remplacent l'action collective ou sont préférés par les habitants compte tenu des obstacles sociaux, politiques et économiques (précarité, faible niveau d'éducation, minorité exclue etc.) et du sentiment d'impuissance et de domination.

Organisation du workshop

Les personnes désirant présenter une communication lors du workshop devront envoyer un résumé à :

Gülçin Lelandais (gulcin.lelandais@univ-tours.fr)

ET

Bénédicte Florin (benedicte.florin@univ-tours.fr)

avant le 15 février 2013.

Les résumés n'excéderont pas **5000 caractères** (espaces compris), les résumés ou propositions de communication devront préciser **l'axe choisi** parmi ceux proposés, la démarche scientifique adoptée ainsi que le terrain investi par le chercheur pour ses enquêtes. Les résumés seront ensuite évalués et sélectionnés par le comité scientifique.

Les auteurs dont la proposition aura été retenue seront avisés, par courrier électronique, avant le **5 mars 2013**.

Les **communications**, dans leur version finale (sous forme d'article et/ou présentation ppt), doivent parvenir aux organisateurs **avant le 30 Mai**.

Workshop n°3, Istanbul, IFEA, 30 June – 2 July 2014

PRACTICES OF URBAN RESISTANCES IN THE MARGINS

SEHIR CEPERLERINDE KENTSEL DIRENIS PRATIKLERI

The current globalization, placing cities and their territories at the heart of international economic competition and the international division of labour, made them the scenes of new forms of exchange and capital accumulation (large projects, tourism, heritage, eco-urbanism, etc.). The adaptation of urban areas to the current needs of neoliberal economy implies

territorial reconfigurations which worsen marginalization and redraw the lines of socio-spatial fragmentations by taking marginalized areas back and marginalizing new ones. In this context, inhabitants often feel to have progressively lesser control over decision-making processes concerning themselves and their daily lives.

This questioning of the "right to the city" does not happen smoothly and shows that, far from being politically neutral, urban space is rather a place in constant construction and reconstruction, marked by the appropriation strategies of various actors: they make it a space of conflict where relations of power and domination are determinant. These processes also lead to the emergence of new forms of resistance, opposition, adaptation and/or skirting implemented by urban dwellers. Many researches have focused on the visible and collective aspects of the resistance - protests, revolts, revolutions, etc. and it is certain that, in the context of recent southern and northern Mediterranean mobilizations, even we will not directly analyse their essence during our workshop, we will however discuss them in order to understand their specific urban dimension and relationship (or not) to the margins.

In addition, in a less visible way, and sometimes for a will of discretion, inhabitants of city margins implement strategies of urban integration through daily actions and their social solidarity networks: Then how could these integration strategies of dwellers be read in terms of resistance? Are they all considered as resistance? Couldn't we assume that these ordinary acts are qualified as acts of resistance as they deny, neglect or adapt the rules introduced by the ruling classes? To what extent could these micro-resistances, less organized, articulated and visible constitute an alternative response to impacts of quick transformation of cities in a neoliberal way? Are they subversive? Finally, and on a wider scale, if we agree that the citizens are also able to cross the margins which are not actually fixed nor static (Agier, 1999), to what extent these acts could be qualified as a claim to a "right to the city" but also a right to "live together" which resist to for-profit use of space by neoliberal urban policies? In all these phenomena, the notion of resistance is at the heart of the action: our workshop would like to explore the different forms of its expression, its modes of circulation and its effects on urban space. Therefore, we propose to discuss them under three axis presented below.

1- **Extraordinary and ordinary forms of urban resistance:** In addition to classic forms of collective action, this session will focus in everyday practices and tactics of inhabitants, survival strategies and invisible forms of resistance against dominant structures, references, projects and policies in the making of cities.

2- **The spatial dimensions of resistance: scales, circulation and diffusion of resistance practices:** In this session, we will discuss on the following questions. In what ways the rumour, the information on engagement and protests circulate today? By which vectors and leaders? How do protests transpose in the space through diffusion or connection channels (Mathieu, 2011)? What are the ways of occupation of this space and the tools used (banners, graffiti, dams, etc..) during mobilisation? How does one think about resources that space - especially public space - offers to collective action (Ripoll, 2005)?

3- **The “non-resistances”, empowerment and mechanisms of consensus:** this third axis will particularly discuss the mechanisms of consensus and negotiation installed or non-existent between people and policy makers as well as processes of inertia and resilience which could replace collective action or are preferred by people because of social, political and economic barriers (job insecurity, low education, minority excluded etc.), the feel of powerlessness and domination structures.

Contact: benedicte.florin@univ-tours.fr and gulcin.lelandais@univ-tours.fr

Bibliographie

Agier M., *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 1999.

Auyero J., « L'espace des luttes Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 5, n°160, 2005.

Bacqué M-H., Biewener C., *L'empowerment, une pratique émancipatrice*. Paris, La Découverte, 2013.

Bayat A., *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford University Press, 2010.

Ben Néfissa S., Destremau B., « Protestations sociales, révolutions civiles. Transformations du politique dans la Méditerranée arabe », *Revue Tiers-Monde*, hors-série, 2011.

Berry-Chikhaoui I., Deboulet A., *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala-IRMC-URBAMA, 2000.

Berry-Chikhaoui I., Deboulet A., Roulleau-Berger L., (dir.), *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2007.

Castells M., *The City and the Grassroots: A Cross-cultural Theory of Urban Social Movements*, University of California Press, 1983.

Deboulet A., Florin B., « Mobilisations pré-révolutionnaires : quand les habitants des quartiers populaires du Caire (se) manifestent », communication au Colloque *Révoltes et transitions*

dans le monde arabe, CEDEJ, 7-9 novembre 2012 ; à paraître en 2014 dans *Egypte-Monde Arabe*.

De Certeau M., *L'invention du quotidien. 1. arts de faire*. Paris, Folio, 1985.

Dorier-Apprill E., Gervais-Lambony P. (dir. par), *Vies citadines*, Paris, Belin, 2007.

Dorransoro G. (dir), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Ed du CNRS, 2005.

Dunaway, Wilma A., "Incorporation as an interactive pro-cess: Cherokee resistance to expansion of the capitalist world-system, 1560- 1763", *Sociological Inquiry* 66:455- 470, 1996.

Erdi Lelandais G., « *Quartiers de contestation...quartiers d'exclusion : politiques d'urbanisation et résistances populaires à Istanbul* », *Cultures & Conflits*, n° 76, Paris, L'Harmattan, 2010.

Erdi Lelandais G., « Citizenship, Minorities and Struggle for a Right to the City in Istanbul », *Citizenship Studies*, vol.17, n°6-7, 2013.

Florin B., « Quand les chiffonniers du Caire osent ! Mobilisations, contournements et résistances d'une communauté stigmatisée », in *Une société en quête d'avenir. Egypte, an 2 de la révolution*, sous la dir. de M. Lavergne, L'Harmattan, pp. 77-94, 2012.

Harvey D., *Spaces of Capital*, Edinburg, Edinburgh University Press, 2001.

Lefebvre H., (1e éd. 1974), *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, coll.Ethnosociologie, 2000.

Lefebvre H., (1e éd. 1972), *Le Droit à la ville*, Paris, Economica-Anthropos, coll. Anthropologie, 2009.

Lussault M., Signoles P., (dir.), 1996, *La citadinité en questions*, Tours, URBAMA, Fascicule de recherches n° 29, 158 p.

Madoeuf A., 2006, « Mulids of Cairo : Sufi Guilds, Popular Celebrations, and the 'Roller-Coaster Landscape' of the Resignified City », pp. 465-487, in Singerman (D.), Amar (P.) (ed.), *Cairo Cosmopolitan: Politics, Culture, and Urban Space in the New Globalized Middle East*, Le Caire-New York, AUC Press.

McAdam, Doug, 1982, *Political Process and the Development of Black Insurgency*, University of Chicago Press.

Mathieu L. « Territoires et mises en espace des mobilisations », *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, PUR, 2011.

Morris, Aldon D., 1984, *The Origins of the Civil Rights Movement*. New York, Free Press.

Navez-Bouchanine F., (dir.), *La Fragmentation en question : des villes entre fragmentation sociale et fragmentation spatiale ?*, Paris, L'Harmattan, coll. Villes et Entreprises, 2006.

Pérouse J., « Compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », in Dorransoro G., *La Turquie conteste*, Paris, CNRS Editions, 2005.

Prasad A. and Prasad P., "Everyday struggles at the workplace: The nature and implications of routine resistance in contemporary organizations", *Research in the Sociology of Organizations*, 15, 225-257, 1998.

Ripoll F., « S'appropriier l'espace... ou contester son appropriation ? », *Norois*, 195, 2005/2.

Robinson T., 1995, "Gentrification and grassroots resistance in San Francisco's Tenderloin", *Urban Affairs Review*, 30, 483-513.

Routledge P., Cumbers A., Nativel C., "Grassrooting Network Imaginaries: Relationality, Power and Mutual Solidarity in Global Justice Networks", *Environment and Planning A*, vol. 39, n° 11, 2007, pp. 2575-2592.

Scott J., *Weapons of the Weak: Every-day Forms of Peasant Resistance*. New Haven, CT, Yale University Press, 1985.

Semmoud N., 2001, *Les stratégies d'appropriation de l'espace à Alger*, préface de J.-P., Frey, Paris, L'Harmattan, coll. Histoire et perspectives méditerranéennes, 270 p.
Tilly, C., *From Mobilization to Revolution*, Nueva York, EUA, McGraw-Hill, 1978.

[1] Sur le Sud, voir à ce sujet les travaux de Lussault, Signoles, 1996 ; Navez-Bouchanine, 1997 ; Deboulet et *al.* 2000 et 2007; Semmoud, 2001 ; Pérouse, 2005, Dorier-Appril, Gervais-Lambony, 2007 ; Madoeuf, 2006 ; Florin 2007; Legros 2008 ; Safar-Zitoun, 2009 ; Lelandais, 2010.